

LA RÉVOLUTION AFRICAINE ET LES TACHES COMMUNISTES

Au moment où les peuples africains portent des coups de plus en plus rudes à l'impérialisme, nous pensons que nos lecteurs, et précisément les militants communistes qui déplorent l'indigence des analyses thoreziennes ou khrouchtcheviennes sur la révolution coloniale à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire d'émancipation socialiste, seraient heureux de lire ci-dessous des extraits des thèses, concernant l'Afrique noire, soumises à la discussion préparatoire au 6^e Congrès mondial de la IV^e Internationale. Nos lecteurs trouveront ces thèses dans la revue *Quatrième Internationale* (numéro 10, juillet 1960). Ce même numéro est largement consacré aux problèmes de la révolution coloniale.

Avec une vitesse stupéfiante, les territoires sous contrôle colonial direct de cette région, brûlant les étapes, accèdent à l'autogouvernement et même à l'indépendance formelle.

L'impérialisme anglais, ainsi que les impérialismes français et belge, se voient obligés soit de reculer ici et là devant le mouvement déclenché par les masses réclamant leur libération du joug colonial direct, soit de devancer même l'éclatement de tels mouvements, en passant le pouvoir formel à des élites indigènes. Il n'y a encore que l'Afrique Centrale, l'Afrique du Sud et les territoires sous contrôle portugais qui retardent une telle évolution.

Les raisons qui poussent l'impérialisme à cet assouplissement sont diverses :

En l'absence d'une structure de classe de type classique tant soit peu poussée parmi les indigènes en Afrique Noire, et en particulier du manque d'une bourgeoisie, y compris d'une petite bourgeoisie développée, les élites restreintes qui existent, quelques intellectuels, quelques fonctionnaires, quelques cadres syndicaux, quelques commerçants et hommes d'affaires, constituent potentiellement, sinon déjà de fait, des couches nouvelles de compradores, sur lesquelles se base l'espoir de l'impérialisme de les voir se développer et se stabiliser en tant que telles.

Mais, d'autre part, la faiblesse sociale, économique et politique, encore extrême, de ces élites restreintes, face à un mouvement de masses puissant, avide de réformes et de solutions radicales, ainsi que la conscience de ces élites de leur possibilité de miser sur les rivalités des impérialistes, et sur l'antagonisme Est-Ouest, les poussent à un rôle qui ne génère non seulement politique mais également social, dans le sens plus précis suivant :

N'ayant pas encore pris forme et racine dans la société africaine en transformation rapide, ces élites constituent à l'étape actuelle plus que l'embryon d'une classe néo-bourgeoise ; c'est l'embryon d'une bureaucratie d'Etat manœuvrant entre la classe plébéienne de la société africaine actuelle et l'impérialisme.

Ce n'est que dans des cas comme le Ghana et la Côte d'Ivoire, où la pénétration capitaliste dans l'agriculture a créé déjà une paysannerie et une petite bourgeoisie citadine (truffée de quelques éléments véritablement bourgeois), mercantiles l'une et l'autre, qu'on trouve l'embryon d'un pouvoir indigène bourgeois.

Ce rôle social spécifique propre à la société africaine actuelle peut aussi bien évoluer vers un caractère nettement bourgeois, que vers un caractère quasi-prolétarien, selon la force du mouvement des masses, et les rapports avec l'impérialisme et les Etats ouvriers. La Guinée de Sekou Touré est l'exemple le plus avancé à l'heure actuelle de ce phéno-

mène. Le Kenya de Jomo Kenyatta, et même le Tanganyika de Julius Nyerere peuvent s'avérer demain des exemples analogues, ainsi que le Kamerun, les territoires sous contrôle portugais et autres.

Dans tous ces exemples, l'élément fondamental de l'évolution future est l'Etat et la couche qui l'administre.

Dans le cas où on oriente l'économie vers la nationalisation des quelques entreprises clés (minières, agricoles et commerciales), et la collectivisation de l'agriculture sur la base du village tribal, ou de Communes plus larges, et la structure de l'Etat sur les Communes paysannes et urbaines, on amorce le développement d'un Etat ouvrier basé essentiellement sur une économie nationalisée et planifiée.

RÉPRESSION ET LUTTE DES CLASSES AU DAHOMEY

On nous informe que le secrétaire politique du Parti de la Révolution Socialiste, Faustin Bidouzo, a été arrêté au début d'août par la police dahoméenne à l'aérodrome de Cotonou, alors qu'il arrivait de Guinée où ce parti avait une section. Il était porteur d'une brochure ronéotée appelant les partis politiques, les syndicats et les travailleurs du Dahomey à la « vigilance révolutionnaire » qui proposait un programme de mesures immédiates pour que soit assurée l'indépendance nationale totale. Un premier juge avait estimé que le port d'un tel document ne suffisait pas à justifier l'arrestation de F. Bidouzo. L'affaire fut alors confiée à un juge moins scrupuleux. Mis au secret, F. Bidouzo protesta en entreprenant une grève de la faim qui devait nécessiter son transport à l'hôpital de Cotonou.

Nous élevons notre protestation contre une arrestation arbitraire dont l'explication se trouve en réalité dans les difficultés que rencontre le gouvernement de Dahomey face aux travailleurs de ce pays et aux étudiants. Ces derniers temps, une grève générale de 24 heures a obligé le gouvernement à renoncer à un projet de loi anti-grève.

Des forces politiques nouvelles se frayent une voie en Afrique. Les gouvernants liés par de multiples liens aux colonisateurs de la veille devront céder devant ces forces pour qui « indépendance » est inséparable de l'idée de la construction d'une société socialiste.

LE MALI

Tous les hommes politiques du capitalisme français, jusqu'aux plus gauche, ne manquaient pas de montrer comme exemple de clairvoyance la politique suivie en Afrique noire, bien qu'il y ait eu aussi quelques accrocs : de la loi-cadre Defferre à la Communauté, et de celle-ci à la Communauté renouvelée, les rapports allaient se détériorant. Mais l'affaire du Mali vient de montrer un peu plus clairement ce qui se cachait derrière la politique suivie en Afrique noire.

Il faut se rappeler qu'à sa formation, le Mali fut déjà limité au Sénégal et au Soudan par des manœuvres, appuyées à l'époque par Houphouët-Boigny, lequel depuis ayant senti le vent a demandé une indépendance inconditionnelle, avant de discuter des prochaines relations avec la France.

Le Mali marcha cahin-caha : tandis que les dirigeants du Soudan étaient attirés par l'exemple de la Guinée et se sentaient solidaires des Algériens, les dirigeants du Sénégal comme Senghor, élevés à l'école « socialiste » de Guy Mollet, cherchaient à servir de leur mieux les intérêts du capitalisme français. Quand ils ont craint que le Soudan allait trouver